

Evaluation Rapide de la
Sécurité Alimentaire en
Situation d'Urgence

Cameroun Extrême–Nord



Juin 2015

Données collectées en Juin 2015



Pour plus d'informations veuillez contacter :

M. Foudama

Coordonnateur du Programme National
de Sécurité Alimentaire (PNSA) au
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
foudaman@yahoo.fr

M. Jacques Roy

Directeur et Représentant du Programme
Alimentaire Mondial (PAM) au Cameroun
jacques.roy@wfp.org

Sommaire

ACRONYMES	5
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	8
2. METHODOLOGIE	10
2.1 OBJECTIFS DE L'EVALUATION RAPIDE	10
2.2 COLLECTE DES DONNEES ET OUTILS	10
2.3 COMPOSITION DES EQUIPES	11
2.4 ENTREE DES DONNEES ET ANALYSE	11
2.5 ECHANTILLONNAGE ET REPRESENTATIVITE	12
2.6 LIMITES DE L'ENQUETE	12
3.1 CONSOMMATION, DIVERSITE ALIMENTAIRE ET SOURCE DES ALIMENTS	13
3.1.1 Consommation alimentaire.....	13
3.1.2 Diversité alimentaire	13
3.1.3 Sources des aliments	15
3.2 STRATEGIE D'ADAPTATION	16
3.2.1 Stratégies alimentaires.....	16
3.2.2 Stratégies non alimentaires	16
3.3 VULNERABILITE ÉCONOMIQUE.....	17
3.4 SECURITE ALIMENTAIRE	19
3.4.1 Classification de la sécurité alimentaire.....	19
3.5 SOURCES DE REVENU	23
3.6 ACCES AU CREDIT ET DETTES.....	24
4. DETERMINANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	25
4.1 CHOCS RESSENTIS PAR LES MENAGES	25
4.2 ATTAQUES DE BOKO HARAM	26
4.3 FAIBLE ACCES A LA TERRE	27
4.4 DIFFICULTES DU MONDE RURAL.....	28
4.5 FAIBLE STOCK DE CEREALES	28
4.6 BAISSSE DU CHEPTTEL	29
4.7 AUGMENTATION DES PRIX DES VIVRES	30
4.8 MANQUE OU PERTE D'EMPLOI	31
5. PRIORITE DES MENAGES	32
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	33
BIBLIOGRAPHIE	34

Liste des Graphiques

Graphique 1: Consommation alimentaire chez les différents types de population	13
Graphique 2: Accès aux différents groupes d'aliments par type de consommation alimentaire (pauvre ou acceptable) ..	14
Graphique 3: Sources des aliments pour les différents groupes de ménage	15
Graphique 4: Comparaison entre le recours aux stratégies alimentaires en 2015 et en 2011 (valeurs de rCSI moyen)	16
Graphique 5: Stratégies de survie adoptées par type de population	17
Graphique 6: Part des dépenses affectées aux aliments de la population enquêtée	17
Graphique 7: Proportion des dépenses alimentaires sur le total par type de population	18
Graphique 8: Proportion de la sécurité alimentaire selon les groupes de population	20
Graphique 9: Sécurité alimentaire et milieu de résidence	20
Graphique 10: Sécurité alimentaire et groupes de moyens d'existence	21
Graphique 11: Comparaison des principales activités des ménages par groupe de moyen d'existence	24
Graphique 12: Destination des dettes par type de population	25
Graphique 13: Principaux chocs ressentis par type de population	26
Graphique 14: Ménages ayant accès aux terres cultivables par type de population	27
Graphique 15: Taille des terrains cultivables par type de population	28
Graphique 16: Durée des stocks de céréales	29
Graphique 17: Possession de bétail par groupe de sécurité alimentaire	30
Graphique 18: Priorités des ménages enquêtés	32

Liste des Tableaux

Tableau 1: Echantillonnage de l'enquête	12
Tableau 2: Consommation des aliments riches en protéines, fer et Vitamine A par les différents types de ménage	14
Tableau 3: Synthèse CARI-population enquêtée	19

ACRONYMES

AGVSA	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire
BH	Boko Haram
CARI	Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CFSAM	Crop and Food Security Assessment Mission
CSI	Coping Strategy Index (Indice des stratégies d'adaptation)
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
GME	Groupes de Moyens d'Existence
IA	Insécurité Alimentaire
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
ODK	Open Data Kit
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SNU	Système des Nations Unies
SPSS	Statistical Package for the Social Science

RESUME EXECUTIF

Combien de ménages sont-ils en insécurité alimentaire ?

Dans les départements du Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga (région de l'Extrême Nord) du Cameroun, au moins **749 000 personnes** sont en insécurité alimentaire dont **197 000** en insécurité alimentaire sévère. Ce qui correspond globalement à 38 % de la population.

Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les ménages des réfugiés nigériens ainsi que des Personnes Déplacées Internes (PDI) sont les populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire, avec des prévalences respectives de 47 % et 44 % d'insécurité alimentaire.

Les ménages en insécurité alimentaire sont caractérisés par une consommation alimentaire peu diversifiée, pauvre en Vitamine A, protéines et fer, une érosion des moyens d'existence, des revenus très instables et en baisse par rapport à la même période en 2014. Cela aggrave une situation de pauvreté chronique, dans un monde rural défavorisé par les aléas climatiques et – à cause de la menace de Boko Haram - par un faible accès aux terres cultivables et une forte dépendance des marchés pour se nourrir. Par ailleurs, certains facteurs sociodémographiques rendent plus probable l'insécurité alimentaire, notamment un manque ou un faible niveau d'instruction des chefs de ménage, une taille du ménage importante ou une proportion élevée de femmes chefs de ménage.

Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les ménages en insécurité alimentaire se trouvent principalement dans le département du Logone et Chari (47 %) et dans celui de Mayo Sava (15 %).

Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire ?

Boko Haram a exacerbé la situation déjà très difficile de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, qui est la plus pauvre du pays. Les attaques ont eu un impact négatif sur l'accès aux terres cultivables et donc sur la disponibilité des vivres, sur les ressources existantes à partager avec un plus grand nombre d'habitants, sur l'emploi et donc sur les disponibilités économiques (y compris les revenus, biens et le bétail), sur les prix des vivres et donc sur l'accès à la nourriture de populations qui dépendent des marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Tous ces éléments se sont répercutés négativement sur trois quarts des ménages enquêtés et ils ont affecté la capacité des ménages à produire (ou acheter) de la nourriture pour la quasi-totalité de la population enquêtée (96 % au total).

Quelles sont les options de réponse ?

A court et moyen terme :

1. Poursuivre l'assistance alimentaire systématique aux réfugiés du site de Minawao et continuer d'intégrer dans le panier des aliments enrichis afin de prévenir toute dégradation de l'état nutritionnel des personnes vulnérables (enfants et femmes) ;
2. Apporter une assistance alimentaire à la frange de la population hôte en insécurité alimentaire sévère - particulièrement pendant la période de soudure et en privilégiant les communautés présentant des signes de vulnérabilité ;
3. Orienter le ciblage des bénéficiaires dans les zones rurales où la population est plus vulnérable ;

4. Prioriser la mise en place d'actions de relèvement précoce pour renforcer et pérenniser la résilience des populations dans les zones cibles (trois départements de l'Extrême-Nord) ;
5. Pour les ménages qui dépendent de l'agriculture il est recommandé d'assurer la promotion et la mise en place des semences adaptées à l'environnement local, au plus tard au mois de mai.

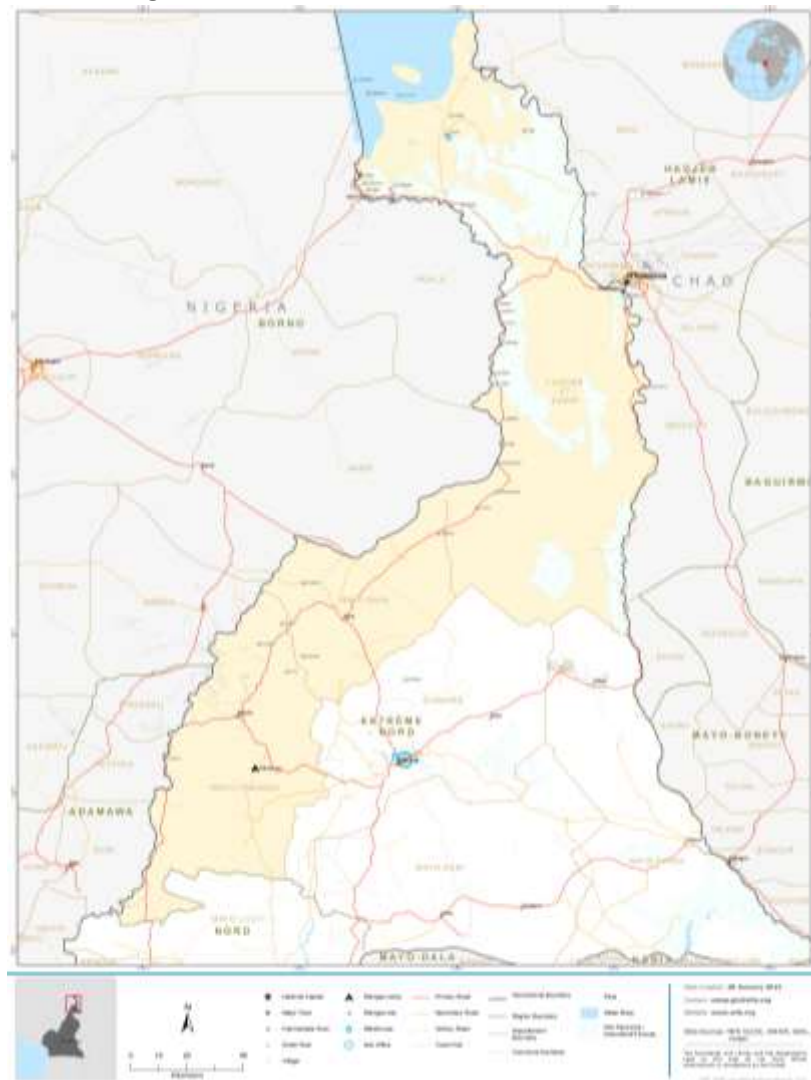
Au long terme il est également recommandé de :

Mettre en place un système multisectoriel de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, sous l'autorité du Gouvernement du Cameroun avec l'appui technique des partenaires humanitaires et du développement.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est la plus pauvre du pays¹. Située dans la zone soudano-sahélienne elle connaît généralement une longue saison sèche, avec une période de soudure allant de juillet à septembre et correspondant à la saison des pluies, ce qui rend possible une seule campagne agricole par an. Elle est frontalière avec le Tchad et l'Etat nigérien du Borno.

Carte 1 : Région d'Extrême-Nord du Cameroun



Le secteur agricole du Cameroun bénéficie d'une production diversifiée et d'un grand potentiel, il contribue au PIB national à la hauteur de 14 %². Selon le dernier Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), environ 54 % de tous les ménages ont au moins un membre qui possède un champ de cultures d'environ 2,4 hectares.

Cependant la région de l'Extrême-Nord est souvent soumise aux aléas climatiques, qui empêchent une indépendance céréalière. Le bilan vivrier définitif de 2014 a été déficitaire de 41 000 tonnes dans cette région, qui est également la plus peuplée du pays. La mission d'évaluation des récoltes -*Crop and Food Security Assessment Mission (CFSAM)*- de février 2015 confirme que la production céréalière a considérablement baissé dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Kani³. Dans 23 arrondissements sur les 53 que compte cette région, il est attendu que les besoins alimentaires soient couverts pendant une période inférieure ou égale à neuf mois. Ce déficit de production est principalement attribué à des précipitations inférieures à la normale (50 %), à l'insécurité ayant empêché l'accès

aux terres (27 %), à la préparation tardive des champs (9 %), ou aux infestations des cultures (7 %).

En temps normal, les échanges commerciaux et les déplacements caractérisent cette zone frontalière : les commerçants camerounais se rendent au Borno pour vendre des céréales (riz, maïs, etc.), des légumineuses (soja, arachides) et du bétail, tandis que les nigériens acheminent de l'essence et des produits manufacturés au Cameroun.

¹ Source: Institut National de la Statistique : Présentation des Premiers Résultats de la Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4) de 2014.

² World Bank, August 2014.

³ Source : CFSAM 2014 (phase 2, février 2015).

Cependant, depuis le début de l'année 2013, Boko Haram (BH) multiplie les attaques meurtrières dans la région de l'Extrême-Nord à partir de l'Etat de Borno, au Nigeria, où il contrôle une vingtaine de villes. L'expansion de sa menace a poussé plusieurs milliers de nigériens et des populations locales camerounaises à fuir les zones frontalières pour s'installer vers l'intérieur du Cameroun. Les réfugiés nigériens sont localisés dans le site de Minawao mais une frange importante d'entre eux est disséminée dans les départements du Logone et Chari, Mayo Tsanaga et Mayo Sava.

L'insécurité née des exactions de Boko Haram a entraîné la fermeture de la frontière entre le Cameroun et le Nigeria à la fin de l'année 2013 et l'augmentation des activités militaires et policières. Cela limite l'approvisionnement des boutiques dans les grands centres urbains de la région de l'Extrême-Nord comme Kousseri, Mora et Mokolo. La restriction des déplacements de la population locale a sérieusement perturbé l'accès des ménages à la terre, les activités économiques et commerciales parmi les villes et entre le Cameroun et les pays voisins. Bien que les marchés de la région de l'Extrême-Nord aient globalement été bien approvisionnés en produits agro-pastoraux et halieutiques, aidés dans cela par la baisse de la demande nigérienne au cours du premier trimestre 2015, les variations des prix des principales denrées alimentaires ont sévèrement affecté le coût du panier alimentaire au cours du premier trimestre 2015 (source : *Market Monitor* N° 27, avril 2015⁴). En effet dans cette partie du pays, les prix saisonniers dans le premier trimestre 2015 ont augmenté par rapport au précédent comme conséquence des attaques transfrontalières de Boko Haram (sorgho +26 %, riz local +13 % and maïs +10 %). D'après l'étude de marché du PAM de mars 2015, les importations de viande, huile et riz ont augmenté respectivement de 320 %, 96 %, et 77 % au cours des cinq dernières années.

L'évaluation rapide PAM/PNSA (octobre 2014) a fait ressortir qu'un ménage de PDI enquêté sur quatre est en insécurité alimentaire modérée (22 %) ou sévère (3 %) et que plus on s'éloigne des centres urbains, plus la situation est préoccupante (9 % de ménages en insécurité alimentaire sévère en zone rurale contre 1 % en zone urbaine).

Aussi, selon les résultats de la SMART de 2014, la situation nutritionnelle est davantage préoccupante dans la région de l'Extrême-Nord où la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois est de 9 %, contre 6,7 % dans la région du Nord et 5,2 % dans la région de l'Adamaoua.

Il est estimé que **plus de 200 000 personnes soient exposées à des pénuries alimentaires** dans cette région, dont 106 000 personnes déplacées internes (PDI) et retournées, 32 860 réfugiés installés au camp de Minawao, et environ 45 000 personnes vulnérables et 20 000 réfugiés vivant en dehors du camp.

Plusieurs opérations d'assistance sont organisées par le Gouvernement, les agences du Système des Nations Unies (SNU) et les ONG en faveur des réfugiés nigériens. Le PAM apporte une assistance alimentaire et nutritionnelle à travers des distributions générales de vivres, le traitement et la prévention de la malnutrition. Celles destinées aux PDI et populations vulnérables se mettent timidement en place car les informations existantes sont incomplètes et parfois contradictoires. En outre, depuis plus d'un an que les réfugiés nigériens sont arrivés au Cameroun, aucune évaluation de la sécurité alimentaire n'a portée sur ce groupe.

C'est dans la perspective de faire le point sur la situation actuelle de la sécurité alimentaire des réfugiés nigériens, des PDI et retournées ainsi que des populations locales, que le PAM et le gouvernement du Cameroun, représenté par le PNSA, ont réalisé une évaluation rapide de la sécurité alimentaire. Circonscrite aux départements de Logone et Chari, de Mayo Tsanaga et de Mayo Sava, cette évaluation pourra également servir de référence pour des interventions humanitaires.

⁴ Note technique sur l'évolution des prix des marchés publiée trimestriellement par le PAM : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp273765.pdf>

2. METHODOLOGIE

2.1 OBJECTIFS DE L'EVALUATION RAPIDE

L'objectif général de cette évaluation rapide est de collecter des informations fiables sur la situation de la sécurité alimentaire et envisager les perspectives à moyen terme des réfugiés nigériens dans le site de Minawao, des personnes déplacées internes et des populations locales camerounaises affectées par Boko Haram.

Spécifiquement, il s'agit:

1. d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire des populations affectées par les attaques de Boko Haram, notamment :
 - les réfugiés nigériens ;
 - les personnes déplacées internes ou retournées ;
 - et les populations locales les plus vulnérables ;
2. d'évaluer le niveau des stocks des vivres dans les principaux marchés des zones affectées par les attaques de Boko Haram ;
3. de formuler des recommandations afin de guider la planification et/ou l'ajustement des programmes d'assistance alimentaire.

Pour atteindre ces objectifs, cette évaluation rapide se penchera particulièrement sur :

- les changements relatifs à la disponibilité et à l'accès à la nourriture depuis la précédente enquête d'octobre 2014 ;
- le niveau des stocks des vivres dans les principaux marchés de la zone ;
- la gravité des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire ;
- l'analyse des stratégies d'adaptation des populations ;
- l'identification des populations et des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire ;
- les ressources et la capacité des communautés à répondre à leurs besoins immédiats ;
- les interventions les plus appropriées pour soutenir la sécurité alimentaire.

Ce rapport présente les résultats par type de population enquêtée : population locale, personnes déplacées internes et réfugiés nigériens et par groupes de sécurité alimentaire.

2.2 COLLECTE DES DONNEES ET OUTILS

Cette évaluation a couplé les approches quantitatives et qualitatives. Les données ont été collectées auprès des PDI, de la population locale ou des réfugiés nigériens. Quatre types de questionnaire ont été utilisés :

- 1) au niveau des ménages ;
- 2) au niveau communautaire (Focus Group) ;
- 3) au niveau des commerçants (détaillants, grossistes et collecteurs) ;
- 4) au niveau des marchés (Focus Group).

1) Au niveau des ménages, le questionnaire a été administré au chef de ménage pour recueillir des informations quantitatives sur :

1. la démographie du ménage ;
2. la consommation alimentaire ;
3. les dépenses alimentaires et non alimentaires ;
4. les moyens d'existence actuel et passé ;
5. les chocs endurés ;
6. les stratégies d'adaptation ;
7. les questions de genre.

2) Afin de renseigner les informations au niveau communautaire, des discussions ont été effectuées dans chaque village visité auprès de groupes constitués à dessein selon des critères spécifiques (sexe, âge, activité, strate,

etc..). Elles ont été complétées par des interviews auprès des informateurs-clés tels que les autorités locales, les commerçants, les agriculteurs, les leaders de groupe, de femmes, etc.

3) Un questionnaire a été développé autour des thèmes de marché et adressé aux commerçants (collecteur, détaillant, grossiste) des marchés situés au niveau régional (Maroua) et départemental (Mokolo, Kousseri, Mora) pour approfondir les sujets suivants :

1. Caractéristiques générales du commerçant ;
2. Volumes et approvisionnement ;
3. Contraintes et capacité de réponse ;
4. Stratégie de stockage, de crédit et capacité de financement ;
5. Marges commerciales.

4) Un focus group a été également réalisé dans chaque marché afin d'avoir des informations additionnelles sur la commercialisation des produits ainsi que sur la structure du marché et l'influence des politiques publiques et l'accès physique au marché.

La collecte de données s'est déroulée du 3 au 12 juin 2015, précédée de deux jours de formation des enquêteurs et du pré-test des outils de collecte des données à Maroua et dans les alentours.

Au niveau des ménages les données ont été collectées avec des smartphones, en utilisant le logiciel Open Data Kit (ODK), alors que qu'au niveau communautaire et des marchés, des questionnaires papiers ont été utilisés puis reportés dans un masque de données développé sous MS-ACCESS.

2.3 COMPOSITION DES EQUIPES

Trois équipes, chacune composée par un superviseur du PAM et un du PNSA, ont couvert chacune un département (Logone et Chari, Mayo Sava ; Mayo Tsanaga). Au total, 16 enquêteurs ont été employés, parfois aidés par des traducteurs dans les villages. Les discussions de groupe et le questionnaire sur le marché ont été conduits par les superviseurs.



Photo 1 : Un moment d'un entretien avec les informateurs clé d'un village

2.4 ENTREE DES DONNEES ET ANALYSE

Le nettoyage et l'analyse des données (en SPSS) ont été réalisés par le PAM. La rédaction du rapport a été également assurée par le PAM.

Des données secondaires, telles que les statistiques agricoles, ont été également consultées dans les services décentralisés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), afin d'enrichir le cadre analytique.

2.5 ECHANTILLONNAGE ET REPRESENTATIVITE

La base de sondage était la liste des villages abritant les PDI et/ou les réfugiés nigériens. L'échantillon a été défini en procédant à une stratification à deux degrés:

- 1) Au premier degré, onze villages à forte concentration de PDI ont été retenus, en se basant sur la liste des sites de Distributions Générales de Vivres du PAM découlant d'un recensement avec les autorités locales;
- 2) Au second degré, les ménages ont été sélectionnés dans les villages choisis de manière aléatoire en suivant la direction indiquée par la pointe d'un stylo lancé en l'air et en appliquant un pas de sondage.

Au total onze villages/quartiers ont été visités dans trois départements de l'Extrême-Nord et 629 ménages ont été enquêtés, répartis en trois strates :

- (i) personnes déplacées internes,
- (ii) réfugiés nigériens et
- (iii) population hôte.

En outre, 77 commerçants dans quatre marchés (Maroua, Kousseri, Mokolo et Mora) ont été interviewés.

Les données sont représentatives des trois départements de la région de l'Extrême-Nord (Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga) pris ensemble.

Tableau 1: Echantillonnage de l'enquête

Département	Site à enquêter	Nombre de bénéficiaires PDI	Village ou quartier	Ménages à enquêter			Échantillon prévu	Réalisé	Taux de réponse (%)
				PDI et retournés	Population locale	Réfugiés nigériens			
Logone et Chari	Kousseri	6,000	Kousseri Centre 3	12	24		36	36	100%
	Fotokol	3,000	Fotokol	12	12		24	21	88%
	Makary	16,478	Biamo	36	24		60	60	100%
	Waza	10,000	Waza	24	24		48	48	100%
Mayo Sava	Tokomberé	900	Tokomberé	12	12		24	18	75%
	Kolofata	3,103	Kolofata	12	12		24	18	75%
	Mora	25,197	Mora Centre	36	36		72	87	121%
Mayo Tsanaga	Mayo Moskota	19,813	Mozogo	48	24		72	72	100%
	Koza	6,545	Koza	12	12		24	24	100%
	Bourha	4,436	Bourha	12	12		24	24	100%
	Minawao	32,860	Minawao		24	216	240	221	92%
Total				216	216	216	648	629	97%

2.6 LIMITES DE L'ENQUETE

A cause de l'insécurité qui règne dans la région de l'Extrême-Nord, la durée et la zone de couverture de l'enquête ont été réduites au minimum, y compris la taille de l'échantillon. Cela ne permet pas une comparaison rigoureuse avec les données des précédentes enquêtes.

Pour des raisons logistiques, l'enquête s'est parfois déroulée en dehors des jours du marché limitant le nombre de commerçants à interviewer.

Il se peut aussi que des erreurs liées à la traduction aient été commises.

3. RÉSULTATS

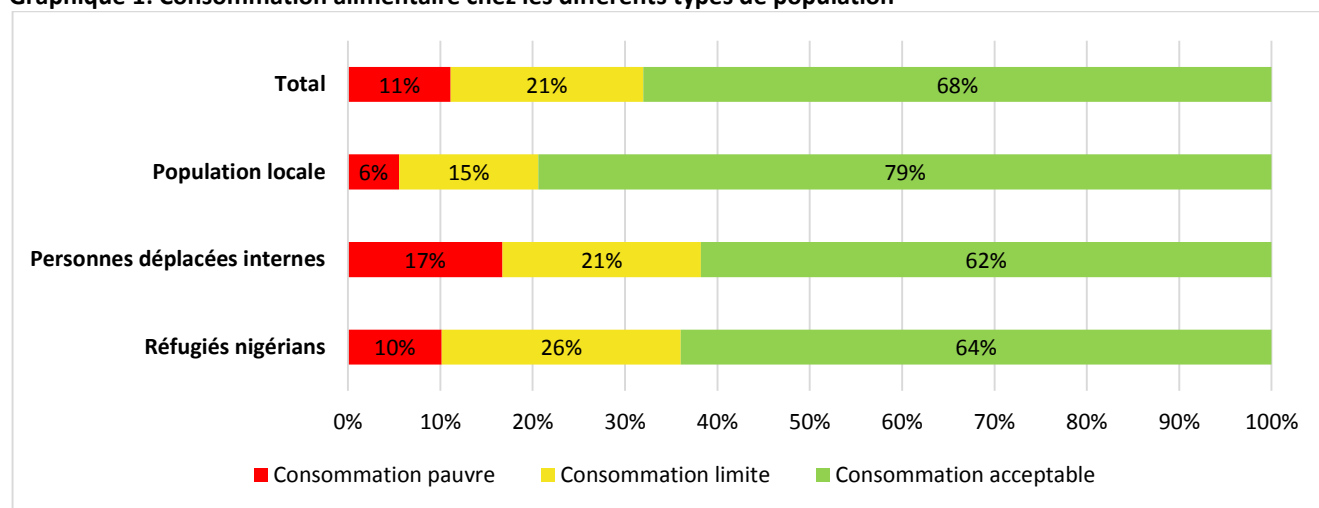
3.1 CONSOMMATION, DIVERSITE ALIMENTAIRE ET SOURCE DES ALIMENTS

3.1.1 Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée à travers le Score de Consommation Alimentaire (SCA-N), un indicateur qui regroupe la diversité et la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, macronutriments et micronutriments des aliments consommés les sept jours ayant précédé l'enquête⁵. Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire.

De manière générale, trois ménages enquêtés sur dix ont une consommation alimentaire inadéquate⁶ dont 11 % pauvre. En outre, la consommation alimentaire pauvre semble être relativement plus importante chez les déplacées internes (17 %) et les réfugiés nigériens (10 %) que parmi la population locale (6 %).

Graphique 1: Consommation alimentaire chez les différents types de population



3.1.2 Diversité alimentaire

Tous les jours, la grande majorité des ménages consomment des aliments de base, même parmi ceux ayant une consommation alimentaire pauvre/limite. Les populations locales et les PDI consomment fréquemment des céréales (sorgho, maïs, riz, etc.), des légumineuses et des légumes verts. Le repas des réfugiés nigériens consiste du riz, du CSB et de l'huile qui sont distribués par le PAM. La viande, les fruits et les œufs font rarement partie de leurs repas. Le poisson est souvent consommé mais en petite quantité, donc il est considéré davantage comme un condiment.

Par ailleurs, l'alimentation de la population enquêtée présente des carences en micronutriments. Même des ménages ayant une consommation alimentaire acceptable ont en effet des déficiences en fer hémérique⁷ (11 %) ou en vitamine A (3 %). Il existe des différences significatives dans la fréquence de consommation d'aliments riches en protéines, en fer et vitamine A entre les groupes de population et de consommation alimentaire.

⁵ Les groupes sont reportés sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 21 et 35 ont été utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages : pauvre (SCA ≤ 21), limite (SCA > 21 et SCA ≤ 35) et acceptable (SCA > 35). Pour plus d'informations sur le SCA-N veuillez consulter le manuel au lien suivant : http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp277333.pdf

⁶ Pauvre ou limite.

⁷ Le fer existe sous deux formes dans les aliments, à savoir le fer hémérique et le fer non hémérique. Le fer hémérique (source animale) est mieux absorbé que le fer non hémérique (source végétale).

En particulier :

- ⇒ Plus de 60 % des ménages de tout groupe de population (réfugiés, PDI et population locale) ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'**aliments riches en fer héminique**. En particulier, la majorité de ménages (78 %) ayant une consommation pauvre ne peuvent pas accéder à des aliments riches en fer.
- ⇒ 52 % des réfugiés, 36 % des PDI et 15 % de la population locale ayant une consommation pauvre ne consomment pas d'**aliments riches en protéines**.
- ⇒ 27 % des réfugiés nigériens, 12 % des PDI et 15 % de la population ne consomment pas d'**aliments riches en vitamine A**.

Aliments riches en...

FER HEMINIQUE : foie, rognon, cœur, autres abats rouges, poulet, canard, agneaux, moules, fruits de mer.

PROTEINES : viande, poisson, légumineuses, œufs, fromage et produits laitiers.

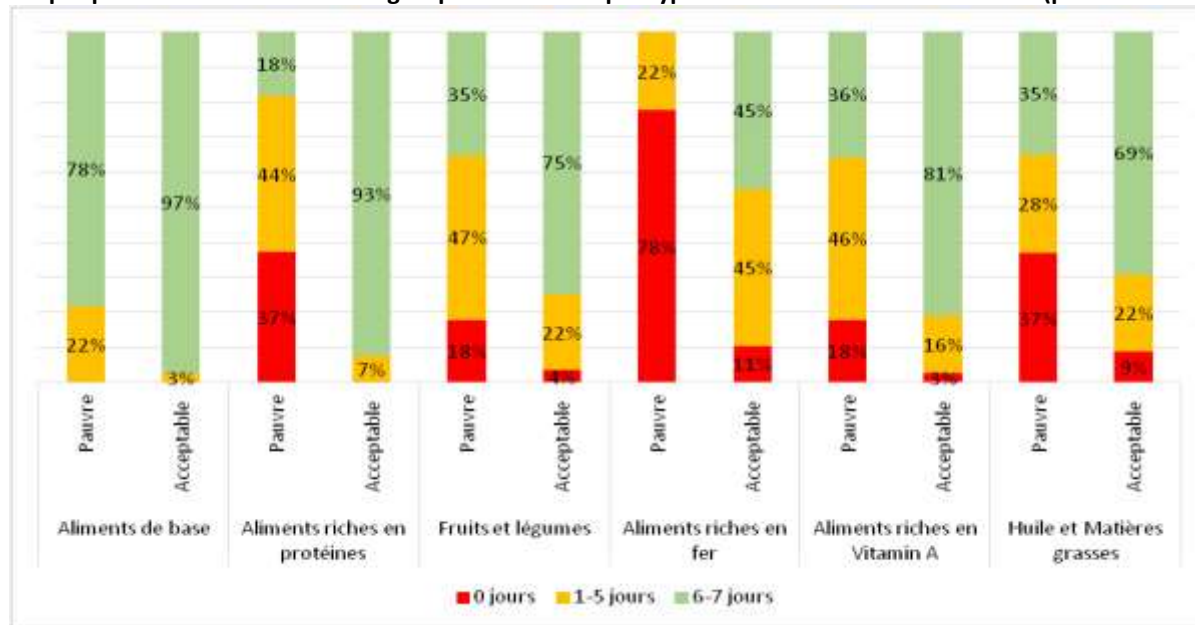
VITAMINE A : carottes, citrouilles, poivron rouge, patate douce orange, mangue, papaye, abricot, pêche, produits laitiers.

Tableau 2: Consommation des aliments riches en protéines, fer et Vitamine A par les différents types de ménage

Type de population	Consommation alimentaire	Aliments riches en protéines			Aliments riches en fer			Aliments riches en Vitamine A		
		0 jours	1-5 jours	6-7 jours	0 jours	1-5 jours	6-7 jours	0 jours	1-5 jours	6-7 jours
Réfugiés nigériens	Pauvre	52 %	38%	10%	73%	27%	0%	27%	38%	35%
	Acceptable	0 %	18%	82%	12%	52%	36%	3%	21%	75%
PDI	Pauvre	36 %	48%	16%	88%	12%	0%	12%	48%	39%
	Acceptable	0 %	5%	95%	16%	42%	42%	3%	15%	81%
Population locale	Pauvre	15 %	46%	39%	63%	37%	0%	15%	56%	29%
	Acceptable	0 %	1%	99%	4%	41%	54%	2%	13%	85%

En conclusion les ménages des groupes de consommation pauvre/limite ont une faible consommation d'aliments riches en fer, en protéines et en vitamine A, ce qui pourrait être à l'origine de la prévalence d'un certain nombre de maladies carencielles.

Graphique 2: Accès aux différents groupes d'aliments par type de consommation alimentaire (pauvre ou acceptable)



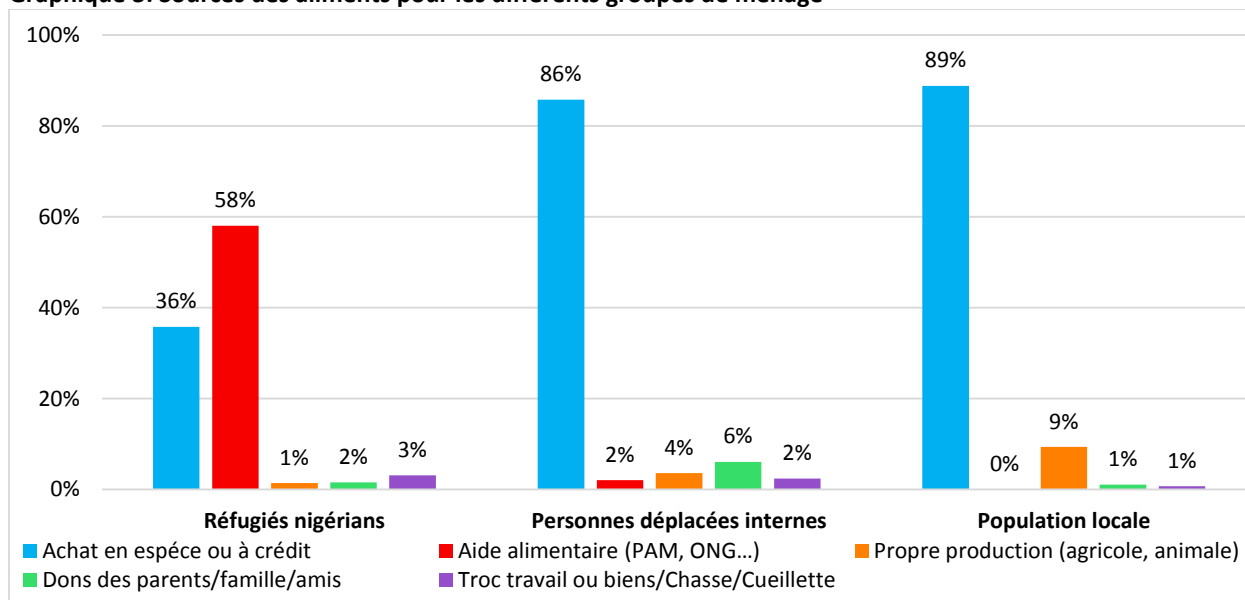
3.1.3 Sources des aliments

Les ménages de personnes déplacées internes et de la population locale dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner en nourriture : pour plus de 85 % de ces ménages, l'achat est la source principale pour accéder aux vivres qu'ils consomment. Ceci est en augmentation par rapport à 2014, lorsque 77 % des PDI dépendaient du marché pour s'approvisionner en nourriture, probablement à cause des diminutions des aides/dons, de la baisse de la production agricole et des difficultés d'accès aux terres cultivables.

Quant aux réfugiés nigériens, 95 % dépendent exclusivement de l'assistance alimentaire pour accéder aux céréales et 25 % pour accéder aux racines et tubercules. Ils s'approvisionnent sur le marché exclusivement pour acheter les légumineuses ou les légumes. Certains ménages réfugiés ont indiqué que le troc, la chasse et la cueillette constituent aussi des moyens pour se procurer des racines et tubercules (25 %), légumineuses (12 %) et légumes (7 %).

L'autoconsommation est une réalité que pour une faible proportion des ménages dans la population locale (9 %) et des PDI (4 %), probablement à cause des mauvaises récoltes, de la situation sécuritaire dans la région et des difficultés d'accès à la terre, comme on verra plus tard.

Graphique 3: Sources des aliments pour les différents groupes de ménage



3.2 STRATEGIE D'ADAPTATION

3.2.1 Stratégies alimentaires

Les stratégies alimentaires sont quantifiées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (reduced Coping Strategy Index-CSI⁸), qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage:

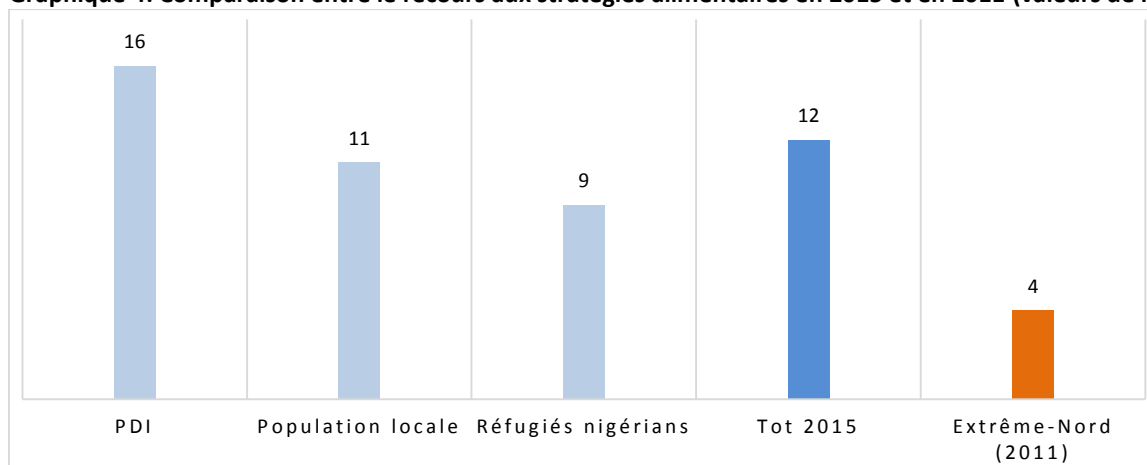
- 1) la consommation d'aliments moins préférés car moins chers,
- 2) l'emprunt de la nourriture,
- 3) la diminution des portions,
- 4) la réduction de la consommation au profit des enfants et
- 5) la réduction du nombre de repas par jours.

Plus le score est élevé, plus les ménages ont recours à ces stratégies.

Faisant face aux difficultés pour accéder aux aliments, ce sont les PDI qui ont davantage recours aux stratégies alimentaires (rCSI=16), suivie par la population locale (rCSI= 11) et par les réfugiés nigériens (rCSI= 9). Le score élevé des PDI suggère que ces ménages ont plus de difficultés à surmonter par rapport aux autres.

A titre indicatif, au niveau régional, le recours aux stratégies alimentaires de survie est plus fréquent par rapport à 2011 (rCSI= 12 contre rCSI= 4 en 2011⁹) (source: CFSVA 2011 et EFSA 2015)¹⁰.

Graphique 4: Comparaison entre le recours aux stratégies alimentaires en 2015 et en 2011 (valeurs de rCSI moyen)



3.2.2 Stratégies non alimentaires

S'agissant du recours à des stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés selon quatre catégories, le pourcentage entre parenthèse se réfère à la population ayant adopté ces stratégies:

- 1) Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (18 %);
- 2) Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress¹¹ (24 %);

⁸ Le CSI quantifie le recours des ménages à des stratégies alimentaires au cours des sept jours précédents l'enquête. Pour de plus amples informations sur la méthodologie consultez le Field Methods Manual au: http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf

⁹ Source: AGVSA 2011.

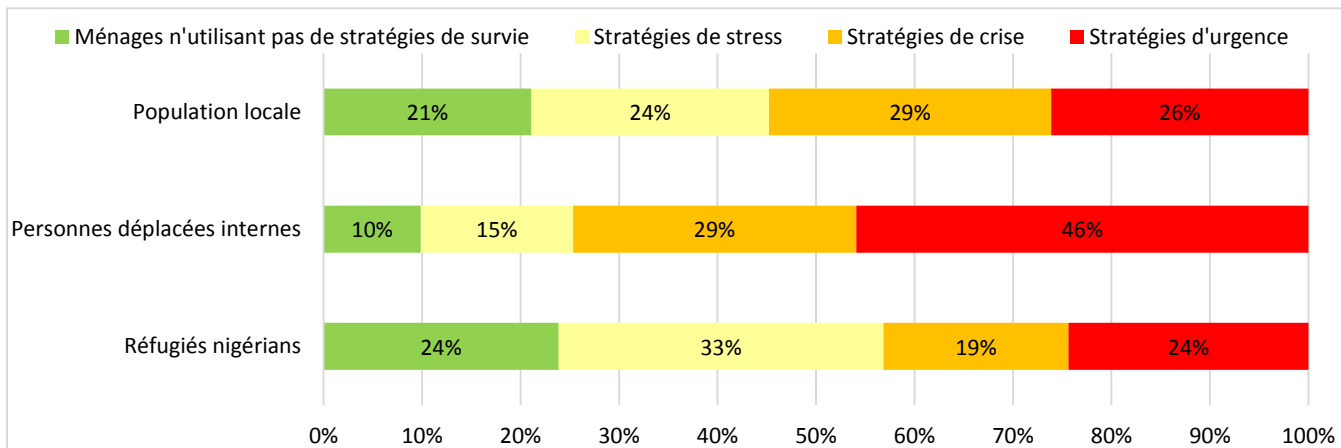
¹⁰ Les données de référence (CFSVA 2011 et EFSA 2015) étaient représentatives de la région, donc une comparaison n'est pas statistiquement valable et doit être considérée à titre purement indicatif.

¹¹ Ces stratégies conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Il s'agit de vendre des actifs non productifs; de dépenser son épargne, d'emprunter ou d'acheter la nourriture à crédit, d'emprunter de l'argent, d'envoyer les membres du ménage manger ailleurs et la vente d'animaux.

- 3) Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise¹² (26 %) et
- 4) Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence¹³ (33 %).

- Presque la moitié des **PDI** (46 %) a fait recours aux stratégies d'urgence, notamment la mendicité, au cours de la semaine précédant l'enquête. Ces stratégies entravent leurs capacités à accéder à une alimentation adéquate sur le long terme puisque concourant à épuiser leurs actifs.
- Les ménages de la **population locale** ont recours plus souvent aux stratégies de crise (29 %).
- Les **réfugiés nigériens**, ont recours davantage aux stratégies de stress (33 %) contrairement à la population locale (24 %) et aux PDI (15 %).

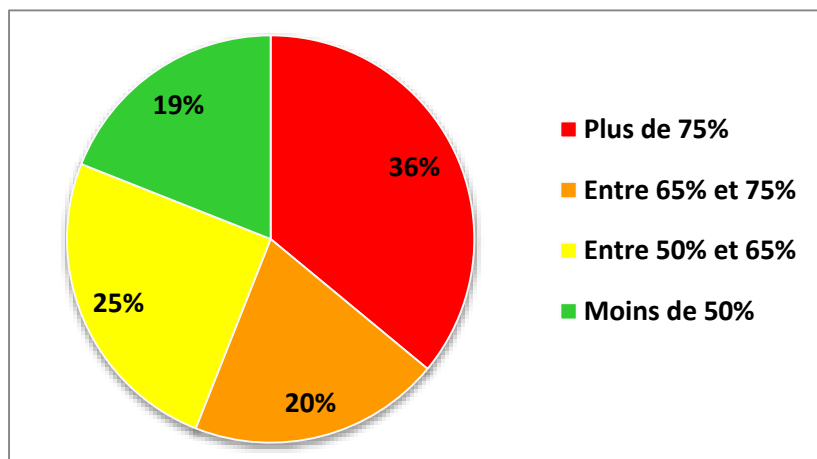
Graphique 5: Stratégies de survie adoptées par type de population



3.3 VULNERABILITE ÉCONOMIQUE

La pauvreté générale et le coût élevé de la vie font que plus d'un tiers des ménages enquêtés affectent plus de 75 % de leurs dépenses mensuelles à l'achat de la nourriture, ce qui les plonge dans une vulnérabilité économique extrême. Ils ont déjà une faible capacité à subvenir à leurs besoins alimentaires et disposent donc d'une marge de manœuvre très réduite pour satisfaire leurs autres besoins vitaux, comme ceux de santé ou d'éducation pour les enfants.

Graphique 6: Part des dépenses affectées aux aliments de la population enquêtée

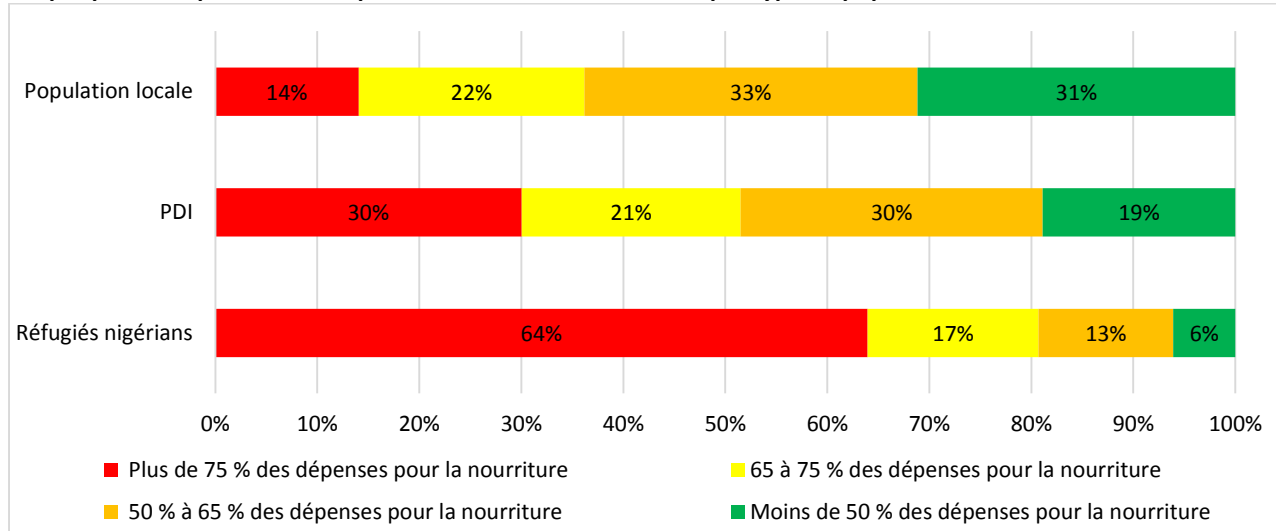


¹² Les stratégies de crise affectent directement la productivité future, comme vendre des actifs productifs ou moyens de transport, réduire les dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé) ; de retirer les enfants de l'école.

¹³ Ces stratégies affectent la capacité future de produire et sont les plus difficiles à inverser. Il s'agit de recourir à la mendicité, du déplacement de l'entièreté du ménage ou de vendre la maison, les champs.

Suivant le type de population, on remarque en outre des différences significatives : 64 % des réfugiés nigériens dépensent plus de trois quarts de leurs économies pour la nourriture, contre 30 % des PDI et 14 % de la population locale. Cette situation résulte du manque d'opportunités économiques à l'intérieur du site de réfugiés ou dans le village de Minawao. Il faudra certainement du temps pour que ces personnes puissent profiter des opportunités économiques qui existent dans leur environnement d'accueil.

Graphique 7: Proportion des dépenses alimentaires sur le total par type de population



3.4 SECURITE ALIMENTAIRE

3.4.1 Classification de la sécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire des ménages enquêtée a été évaluée en utilisant l'Approche CARI (Consolidated Approach to Report of Indicators of Food security). Elle combine le Score de Consommation Alimentaire, la part des dépenses alimentaires sur le total et le score des stratégies de survie des ménages (r-CSI). Au final, les ménages sont classifiés en quatre groupes:

- (i) Sécurité alimentaire ;
- (ii) Insécurité alimentaire limitée ;
- (iii) Insécurité alimentaire modérée ;
- (iv) Insécurité alimentaire sévère.

Les ménages considérés en insécurité alimentaire sont ceux en situation sévère et modérée.

Proportion des ménages en insécurité alimentaire

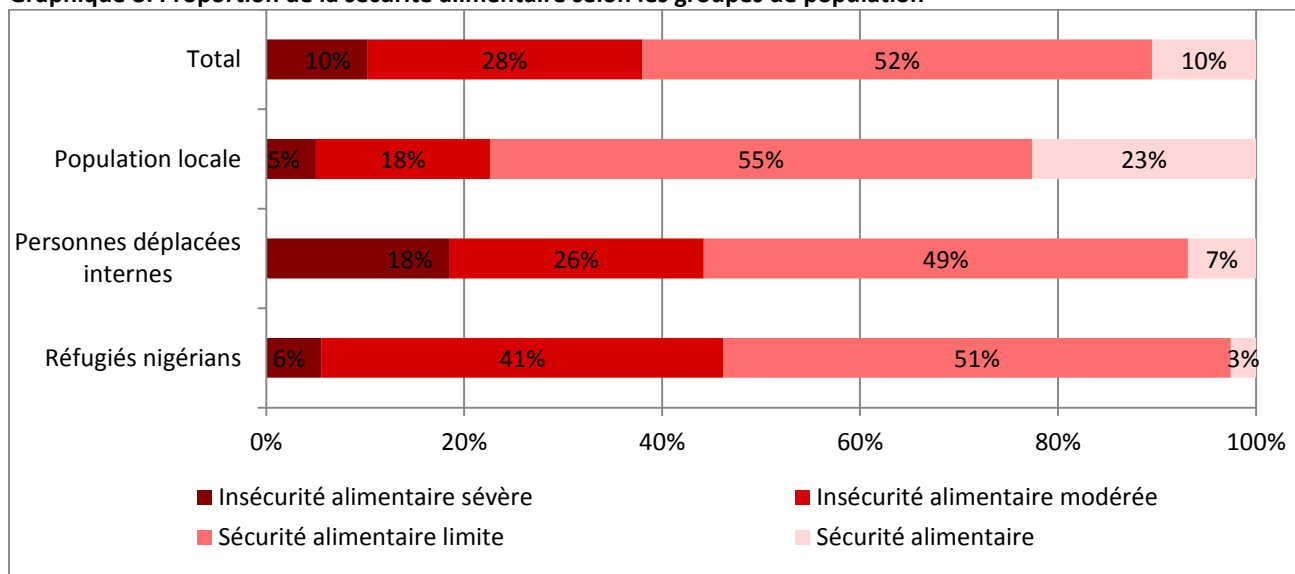
Dans les départements de Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga de la région de l'Extrême Nord du Cameroun 38 % des ménages sont en insécurité alimentaire dont 10 % en insécurité alimentaire sévère. Cela correspond à environ **749 000 personnes en insécurité alimentaire, dont 197 000 en insécurité alimentaire sévère.**

Tableau 3: Synthèse CARI-population enquêtée

Domaine		Indicateurs du ménage	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limitée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	SCA	Acceptable 68%	-	Limite 21%	Pauvre 11%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires dans l'ensemble des dépenses (%)	<50% 19%	50-65% 25%	65-75% 20%	Part >75% 36%
	Epuisement des actifs	Indice de Stratégies d'adaptation	18 %	Stress 24 %	Crise 26 %	Urgence 33 %
Indice de sécurité alimentaire			10%	52 %	28 %	10 %
Prévalence des ménages en insécurité alimentaire dans les départements de Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga					38 %	

Il existe des différences importantes entre les trois groupes de population interviewés : l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) est plus fréquente chez les réfugiés nigériens (47 %) et les personnes déplacées internes, (44 %) que dans la population locale, (23 % dont 5 % en situation sévère).

Graphique 8: Proportion de la sécurité alimentaire selon les groupes de population



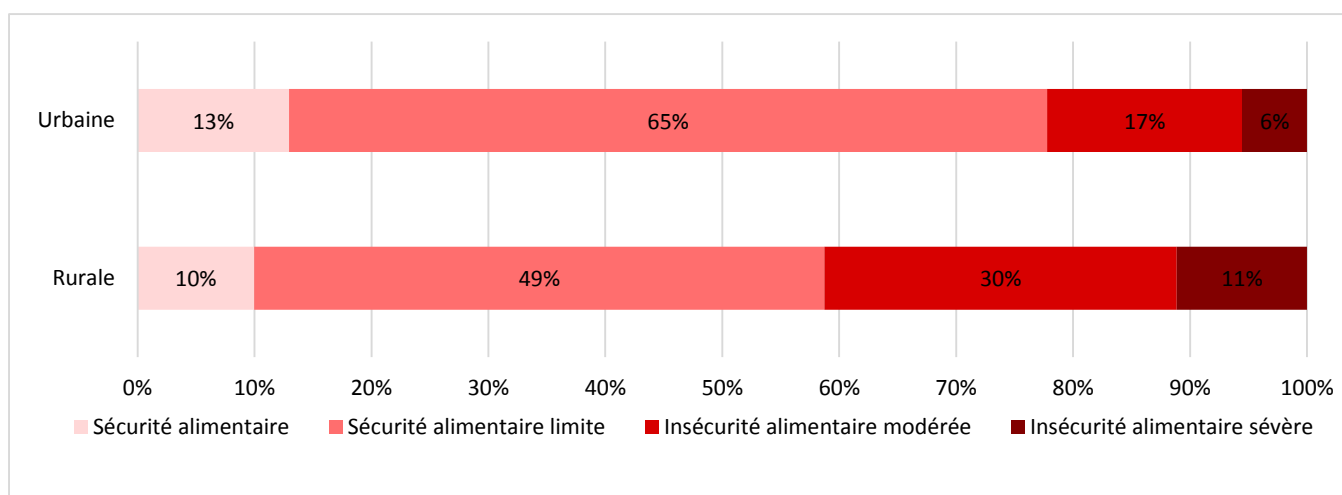
Evolution de la sécurité alimentaire

Bien que les données de 2014¹⁴ soient relatives à toute la région de l'Extrême-Nord et celles de la présente enquête seulement à trois des six départements, à titre indicatif on observe que la situation de la sécurité alimentaire des PDI s'est détériorée passant d'une prévalence de 25 % à 44 %.

Milieu de résidence

L'insécurité alimentaire est plus importante dans le milieu rural par rapport à celui urbain, notamment avec 41 % et 23 % des ménages affectés respectivement. Cela pourrait s'expliquer par le taux de pauvreté plus haut en milieu rural par rapport à celui urbain¹⁵, par les difficultés d'accès à la terre entraînées par Boko Haram qui ont sérieusement affecté les agriculteurs et également par le manque de pluies qui a caractérisé la dernière campagne agricole de la région.

Graphique 9: Sécurité alimentaire et milieu de résidence



¹⁴ Source: EFSA 2014.

¹⁵ En milieu rural l'incidence de pauvreté était de 57 % en 2014, contre environ 9 % en milieu (source: ECAM 4).

3.4.2 Profil des ménages en insécurité alimentaire

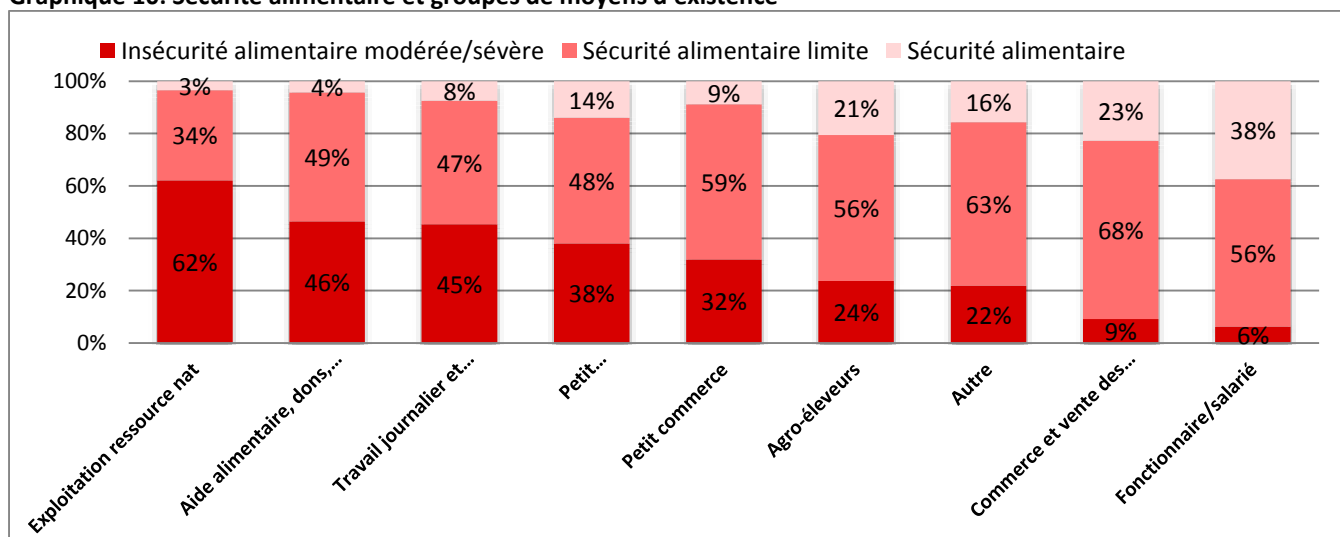
Groupes de Moyens d'Existence (GME)

De manière générale les exploitants de ressources naturelles (62 %), les dépendants de l'aide (46 %), les travailleurs journaliers (45 %), les artisans (38 %), présentent les taux d'insécurité alimentaires alarmants. Presqu'un quart des agro éleveurs sont en insécurité alimentaire.

Les fonctionnaires et ceux qui dépendent du commerce des produits de rente sont typiquement moins affectés par l'insécurité alimentaire.

En temps normal, la principale activité économique de la population locale est l'agriculture. Cependant, cette activité a été très perturbée par le climat d'insécurité ainsi que par les hasards pluviométriques. L'agriculture est devenue presque interdite dans les localités de l'Extrême-Nord car, pour des raisons de sécurité, l'armée a demandé aux agriculteurs de ne pas se rendre aux champs. Cette situation pousse les ménages vivant de l'agriculture à vendre leurs terres et à chercher d'autres sources de revenu.

Graphique 10: Sécurité alimentaire et groupes de moyens d'existence



Types de population

1) Les réfugiés nigériens sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire: 47 % d'entre eux en souffre, dont 6 % de manière sévère. Ces ménages dépendent principalement de l'aide alimentaire pour se nourrir (89 %), leur consommation est souvent limitée aux rations alimentaires distribuées par les organisations humanitaires et leurs sources de revenu (donc leurs opportunités de travail) sont très peu diversifiées. Ceci explique une plus grande vulnérabilité des réfugiés nigériens.

Souvent les réfugiés ont dû vendre leurs biens productifs ou même des moyens de transport au cours du mois précédant l'enquête, pour satisfaire les besoins alimentaires et non. Cela contribue à éroder leur résilience et plus de la moitié d'eux (60 %) se retrouve en insécurité alimentaire. La moitié (52 %) des ménages n'ayant pas pu se remettre de l'impact des chocs endurés au cours des six derniers mois est en insécurité alimentaire.

Au sein des réfugiés, les ménages dirigés par une femme, un veuf (ou veuve) ou une personne séparée sont les plus affectés¹⁶ par l'insécurité alimentaire.

¹⁶ Cinquante-huit % des ménages dirigés par les femmes sont en IA et 68 % des ménages dirigés par un veuf ou séparé sont en IA.

Les nouveaux arrivés aux camps des réfugiés sont également les plus vulnérables, car on estime que plus de la moitié (56 %) de ceux arrivés les trois mois précédant l'enquête soit en situation d'IA.

2) Les ménages des PDI en insécurité alimentaire sont situés en zone rurale (49 %) contrairement à ceux de la zone urbaine (26 %). Ils résident principalement dans le département du Logone et Chari (63 %) de Mayo Sava (53 %) contre 12 % qui résident dans celui de Mayo Tsanaga, et en particulier à Tokombéré (100 %), Waza (88 %), Fotokol (82 %), Kolofata (64 %), Biama (62 %).

Les PDI sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire **sévère** : presque un ménage sur cinq (18 %) en souffre. Probablement l'importante proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère de ce groupe est due au fait que ils ont subitement fui leurs villages d'origine abandonnant leurs principaux moyens d'existence sans être hébergés dans un camp de refuge récipiendaire d'assistance alimentaire régulière. Probablement au moment de la collecte des données certains d'entre eux ne bénéficiaient pas encore de l'assistance alimentaire du PAM.

Bien qu'ils aient une grande capacité à s'intégrer économiquement dans les zones de déplacement (13 % d'entre eux dépendent principalement de l'assistance alimentaire), seulement 26 % bénéficient des activités génératrices de revenu comme le petit commerce, 18 % ont un travail journalier et 15 % exploitent des ressources naturelles.

Parmi les PDI en insécurité alimentaire (modérée ou sévère) plus de la moitié (57 %) a dû vendre des biens productifs ou des moyens de transport pendant les douze mois précédant l'enquête.

La moitié d'entre eux (48 %) n'a pas pu se remettre de l'impact des chocs endurés au cours des six derniers mois.

La population locale est la moins affectée par l'insécurité alimentaire, bien que le taux soit important : un ménage sur quatre l'est (23 %). Cela est probablement dû à une meilleure consommation alimentaire et à une plus grande disponibilité des stocks alimentaires. La population locale, par rapport aux autres groupes, a sans doute pu mieux préserver ses moyens d'existence, ses sources de revenu, et par conséquent ses stratégies d'adaptation sont moins extrêmes par rapport aux autres. Leur moindre vulnérabilité d'ailleurs leur permet d'aider les autres, notamment les PDI.

La population locale affectée par l'insécurité alimentaire est principalement composée d'agro-éleveurs (38 %) qui ont été affectés principalement par le manque des pluies et la diminution des surfaces cultivables, et de ménages employés dans les petits métiers (14 %), qui sont, par définition, précaires.

Pauvreté

La pauvreté des ménages a été établie en se basant sur les biens qu'ils possèdent. Ainsi, les ménages ayant un niveau de bien-être très faible sont dépourvus de la quasi-totalité des biens/actifs de référence tandis que ceux qui ont un niveau de bien-être très élevé les possèdent presque tous.

Il y a des différences importantes au niveau de richesse entre les types de population : les réfugiés nigériens sont en grande partie pauvres (89 %), suivis par les PDI (76 %) et la population locale (13 %).

La pauvreté et l'insécurité alimentaire étant étroitement liées, on note que l'insécurité alimentaire affecte principalement les ménages les plus pauvres ayant très peu d'actifs, de bétail et sans accès à la terre pour pratiquer l'agriculture. Parmi les PDI en insécurité alimentaire, 51 % sont pauvres et 33 % moyennement pauvres. Similairement parmi la population locale en insécurité alimentaire, 56 % des ménages sont pauvres et 34 % moyennement pauvres.

Par ailleurs 61 % des ménages ayant vendu des biens productifs ou des moyens de transport au cours du mois précédant l'enquête se retrouvent en insécurité alimentaire. Cela montre comme l'épuisement des actifs

productifs et des sources des revenus joue un rôle très important dans la sécurité alimentaire et implique un manque d'épargne de ces ménages très vulnérables.

Zone géographique

Les ménages en insécurité alimentaire se trouvent principalement dans le département du Logone et Chari (47 %) et dans une moindre mesure dans le Mayo Sava (15 %).

Facteurs socio démographiques

Le **genre du chef du ménage** est aussi un facteur qui influence la sécurité alimentaire. Si pour les PDI ce facteur ne semble pas avoir d'influence, parmi les réfugiés et la population locale les ménages ayant un chef femme sont plus en insécurité alimentaire que ceux ayant des hommes: 11 % des ménages dirigés par des femmes (parmi les réfugiés et PDI) sont en insécurité alimentaire sévère, contre 3 % des ménages dirigés par des hommes.

Globalement, environ trois quarts des ménages enquêtés ont à leur tête des hommes. Ceux dirigés par les femmes sont relativement plus présents chez les réfugiés nigériens (28 %) que dans la population locale (23 %) ou chez les PDI (20 %). A Mada/Tokombéré, les chefs des ménages des PDI sont des femmes pour la plupart : leurs époux sont partis à la recherche du travail depuis au moins trois mois en moyenne. Pour certaines d'entre elles, le mari n'a donné aucun signe de vie depuis le départ.

Les ménages dirigés par des femmes parmi les réfugiés et la population locale ont tendance à ne pas avoir accès à la terre agricole, comme on verra dans la section sur les déterminantes de l'IA, ils sont plus susceptibles d'être économiquement vulnérables et dans l'insécurité alimentaire sévère par rapport aux ménages dirigés par les hommes.

Le **niveau d'éducation** du chef du ménage est aussi lié à la situation de la sécurité alimentaire : le 94 % chefs des ménages en insécurité alimentaire sévère (et 93 % en insécurité alimentaire modérée) a un niveau d'instruction inférieur au primaire. Par ailleurs, dans plus de la moitié des ménages de réfugiés, le chef n'a aucun niveau d'éducation (54 %) contre 27 % dans la population locale et 26 % chez les PDI.

Avec une **taille moyenne** d'environ onze personnes par ménage, les PDI et la population locale ont en général un effectif pléthorique, qui se traduit en nombreuses bouches à nourrir, des charges à supporter même si cela pourrait représenter éventuellement une ressource humaine pour le travail. La taille moyenne est moindre chez les réfugiés nigériens (inférieure à sept). Cela est également en ligne avec les données de l'ECAM 4, qui montrent que **la pauvreté augmente avec la taille du ménage** (l'incidence de la pauvreté passe de 5,4% dans le groupe des ménages ayant une personne, à 29,6% pour les ménages constitués de 4 à 5 personnes, puis à 55,8% pour les ménages de 8 personnes ou plus -source : ECAM 4). Dans le département de Logone et Chari, on note que dans la plupart des ménages des PDI de grande taille les chefs sont souvent partis à la quête du travail.

3.5 SOURCES DE REVENU

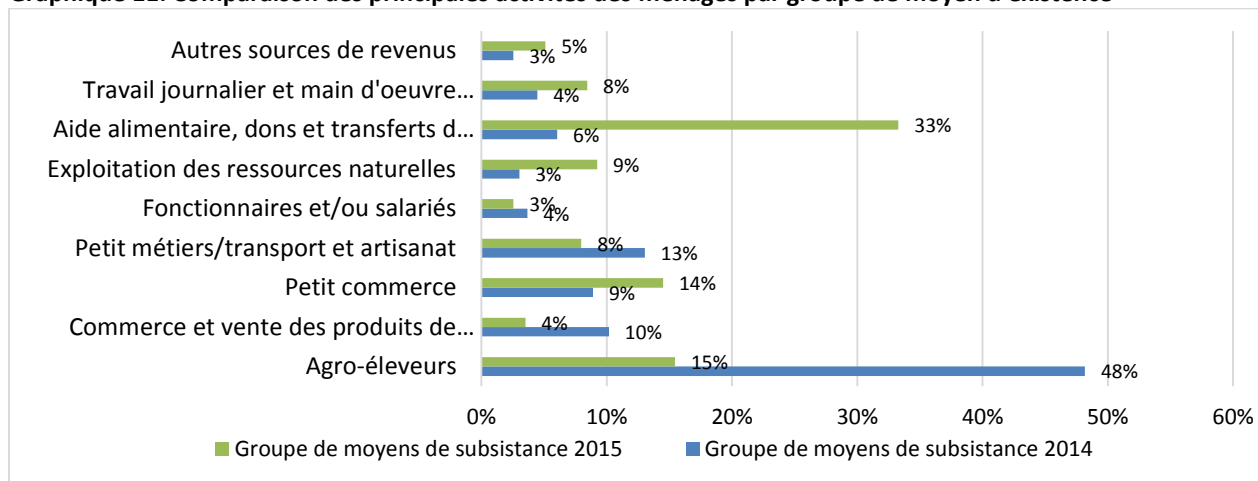
Avant la crise (juin 2014), la moitié de la population étudiée (48 %) pratiquait l'agro-élevage, exerçait des petits métiers ou le transport (13 %) et le commerce (10 %). Lors de l'enquête, l'aide/dons occupe une place prépondérante pour leur subsistance et (33 %) et l'agro-élevage n'est devenu que la principale activité pour 15 % de la population à cause des problèmes d'insécurité décrits plus en haut.

Il en est de même du commerce qui chute de 10 % à 4 %. Par contre, la dépendance aux aides/dons connaît une envolée importante au moment de l'enquête (33 %) comparativement à avant la crise (6 %) sans doute à cause des réfugiés nigériens installés au site de Minawao et des déplacés internes, qui survivent grâce à la solidarité.

Par ailleurs, certaines activités plutôt précaires ont pris plus d'ampleur aujourd'hui, notamment l'exploitation des ressources naturelles (9 % aujourd'hui contre 3 % avant), le petit commerce (14 % aujourd'hui contre 9%) et le travail journalier (8 % aujourd'hui contre 4 %). Par exemple, dans le département de Mayo Sava, un bon nombre de PDI se retrouvent devant la chefferie tous les vendredis (jour du marché) espérant une éventuelle

aide de la part du chef. La plupart des déplacés a en effet reçu des dons alimentaires, des semences et des engrais de la Croix Rouge ainsi qu'une aide alimentaire des élites.

Graphique 11: Comparaison des principales activités des ménages par groupe de moyen d'existence



En 2014, les **réfugiés nigériens** pratiquaient davantage l'agriculture et l'élevage (44 %), vivaient d'aide/dons (17 %), étaient des agro éleveurs (15 %), exerçaient des petits métiers (12 %) ou le commerce (10 %). Aujourd'hui, ils dépendent majoritairement d'aide et de dons (89 %).

En 2014, plus de la moitié (52 %) des **PDI** étaient des agro-éleveurs environ un sur dix pratiquait des petits métiers, le transport ou le commerce. Au moment de l'enquête des activités plutôt précaires ont pris de l'ampleur pour ces PDI, notamment :

- le petit commerce (26 % aujourd'hui contre 10 % en juin 2014),
- le travail journalier (18 % aujourd'hui contre 7 % en juin 2014),
- l'exploitation des ressources naturelles (15 % aujourd'hui contre 2 % en juin 2014),
- et les aides/dons (13 % aujourd'hui contre un pourcentage presque nul en juin 2014).

Pour la **population locale**, l'agro élevage occupe 38 % des ménages contre 47 % en juin 2014, réduction due aux problèmes d'insécurité, d'accès à la terre et de saisonnalité¹⁷. Une proportion plus importante de ménages locaux dépend du petit commerce (13 % aujourd'hui contre 9 % en juin 2014) et de l'exploitation des ressources naturelles (8 % aujourd'hui contre 4 % en juin 2014).

Les groupes de population exerçant actuellement des activités précaires apparaissent être majoritairement pauvres. C'est ainsi que presque neuf ménages sur dix vivants essentiellement des aides, dons et transferts d'argent sont pauvres. Il en est de même pour les exploitants des ressources naturelles (67 %), les travailleurs journaliers ou agricoles (66 %), les petits commerçants (64 %) ou les artisans (48 %). A l'opposée, les (grands) commerçants ou vendeurs de produits de rente (77 %), les fonctionnaires (62 %) et les agro-éleveurs (55 %) sont plus aisés, pour la plupart.

3.6 ACCES AU CREDIT ET DETTES

Près de la moitié des ménages enquêtés (45 %) a eu l'accès au crédit au moment de l'enquête. Les ménages de la population locale y ont fait recours plus que les autres (respectivement 60 %, contre 45 % des ménages PDI et 31 % des réfugiés nigériens), ce qui montre la plus grande vulnérabilité de ces deux derniers groupes par rapport

¹⁷ Au moment de la collecte la collecte de données, la campagne agricole n'avait pas encore été entamée dans plusieurs localités.

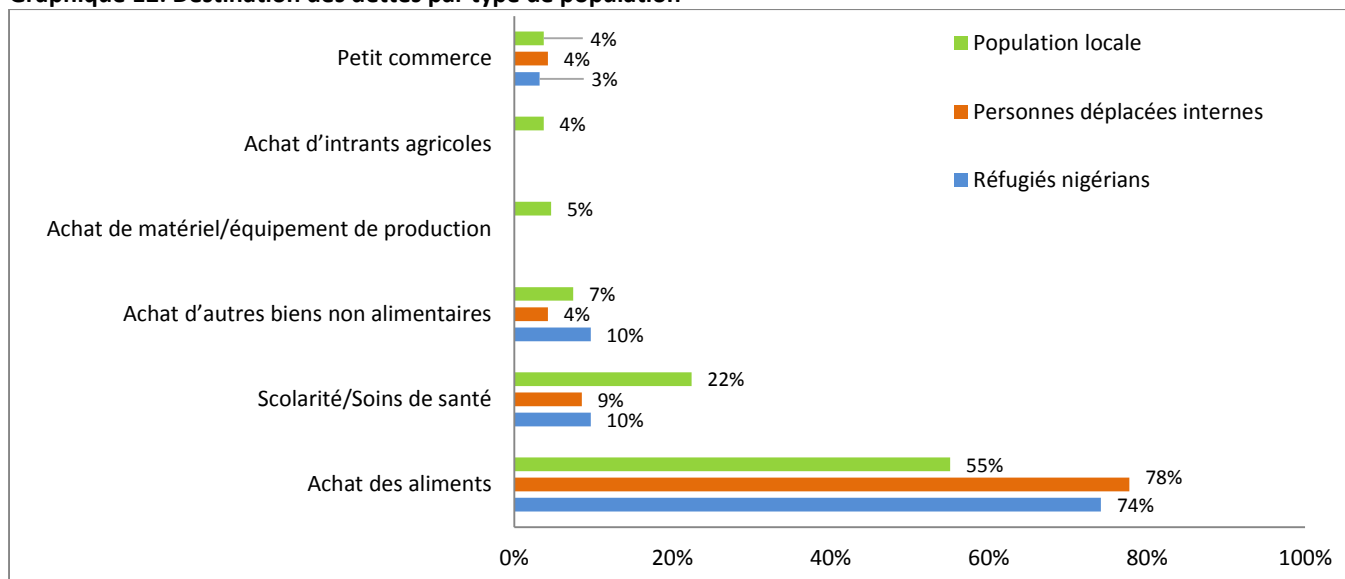
à la population locale. Seulement un peu plus du quart parmi la population locale a déclaré ne pas avoir besoin de crédit, contre très peu chez les PDI (7 %) et les réfugiés nigériens (5 %).

Pendant les six mois précédant l'enquête, le crédit contracté a été utilisé principalement pour acheter de la nourriture, surtout chez les PDI (78 %) et les réfugiés (74 %), ce qui montre leur majeure vulnérabilité à l'insécurité alimentaire par rapport à la population locale. Une frange non négligeable de la population locale en a toute de même demandé pour payer les frais de scolarité ou de santé (22 %).

Au cours des trois mois précédant l'enquête :

- Parmi les **PDI** : 40 % des ménages a emprunté de l'argent pour satisfaire les besoins alimentaires du ménage et 31 % d'entre eux a directement emprunté de la nourriture.
- Parmi la **population locale** le 39 % et 35 % a emprunté respectivement soit de l'argent soit de la nourriture pour le ménage.
- Parmi les **réfugiés** seulement 26 % a emprunté de d'argent et 18 % de la nourriture. L'assistance alimentaire dont ils bénéficient, le confinement dans le camp et leur intégration approximative pourraient expliquer cette mineure prévalence.

Graphique 12: Destination des dettes par type de population



4. DETERMINANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

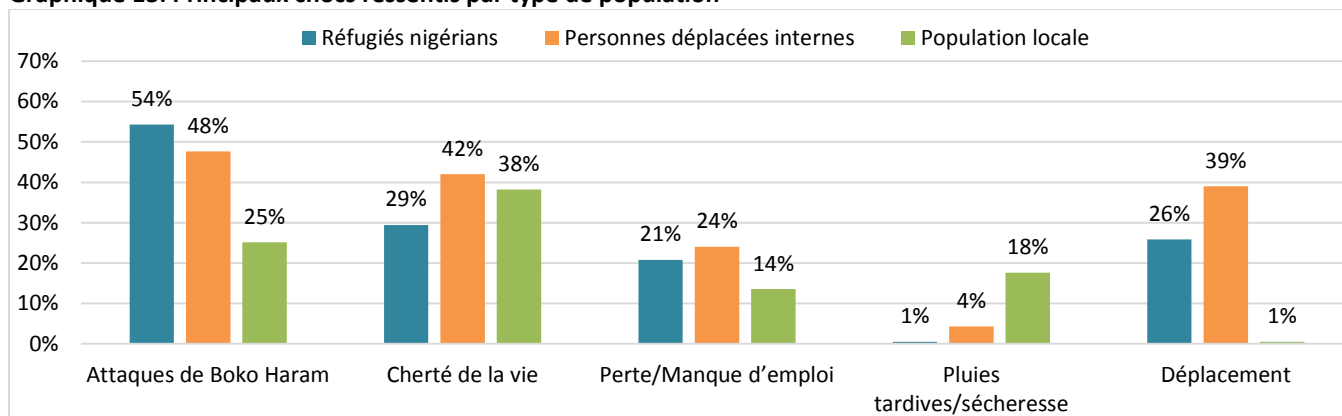
4.1 CHOCS RESENTIS PAR LES MENAGES

Au cours des six derniers mois précédant la collecte des données, la population enquêtée a été principalement éprouvée par :

- 1) les attaques de Boko Haram (43 %),
- 2) la cherté de la vie (37 %),
- 3) les déplacements (23 %),
- 4) la perte d'emploi d'un membre du ménage (20 %),
- 5) l'insécurité (20 %) et
- 6) le décès d'un membre du ménage (16 %).

Presque tous ces chocs peuvent être attribués à Boko Haram. La crise déclenchée par Boko Haram a eu un impact sur trois quarts des ménages enquêtés du fait des attaques, de l'insécurité et des déplacements générés. L'insécurité a été plus rapportée comme choc par les réfugiés (54 %) et les déplacés (48 %).

Graphique 13: Principaux chocs ressentis par type de population



Les chocs ont affecté la capacité des ménages à produire ou acheter de la nourriture pour la quasi-totalité de la population enquêtée (96 % au total) et cela a eu comme conséquence la baisse des sources des revenus.

Au moment de l'enquête, environ six ménages sur dix n'avaient pas encore pu se remettre des effets de ces chocs (62 %), en particulier les PDI (69 %) et les réfugiés (61 %).

4.2 ATTAQUES DE BOKO HARAM

Les attaques de Boko Haram frappent dans un contexte rural et marqué par une insuffisance des pluies, la pauvreté et une insécurité alimentaire chroniques, une faible scolarisation, la malnutrition et un taux démographique élevé.

A cause du conflit entamé par Boko Haram, des menaces, destructions de bien et incendies des terres cultivables, la situation sécuritaire dans le Borno et alentours s'est fortement dégradée, poussant les populations –déjà très vulnérables- à se déplacer à l'intérieur de la région de l'Extrême Nord du Cameroun. Les ménages enquêtés confirment que la principale raison de l'installation des PDI dans le village d'accueil est effectivement la dégradation de la sécurité (pour 86 % des PDI et 99% % des réfugiés).

Les attaques de Boko Haram ont un impact négatif sur l'accès aux terres cultivables et donc sur la disponibilité des vivres, sur les ressources existantes qu'il faut désormais partager avec un plus grand nombre d'habitants, sur la possibilité de s'employer et donc sur les disponibilités économiques (y compris les revenus, biens et le bétail), sur les prix au marché et donc sur l'accès aux vivres par les ménages. Tous ces facteurs ont des répercussions négatives sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages de la population locale, des déplacés et des réfugiés nigériens.

Dans un esprit de solidarité, trois ménages enquêtés sur dix (30 %) ont déclaré avoir accueilli des PDI ou des réfugiés au cours des douze derniers mois, surtout dans la population locale (52 %) et moindrement chez les déplacés internes (28 %) et les réfugiés (11 %). Cela expliquerait également la grande taille des ménages. La majorité des PDI se sont installées dans le village d'accueil entre six et douze mois avant l'enquête (69 %) ou avant trois à cinq mois (24 %). Pour les réfugiés nigériens, la durée de séjour à Minawao varie entre six et douze

Provenance des PDI

Les PDI viennent principalement de Kolofata, Kerawa, Limani, Magdémé, Mboundéri, et parlent Mandara, Kanouri, Bornoua, Arabe, Fulfuldé. Elles sont regroupées selon leur village d'origine (Amchidé, Kerawa, Kolofata, Assigassia, etc).

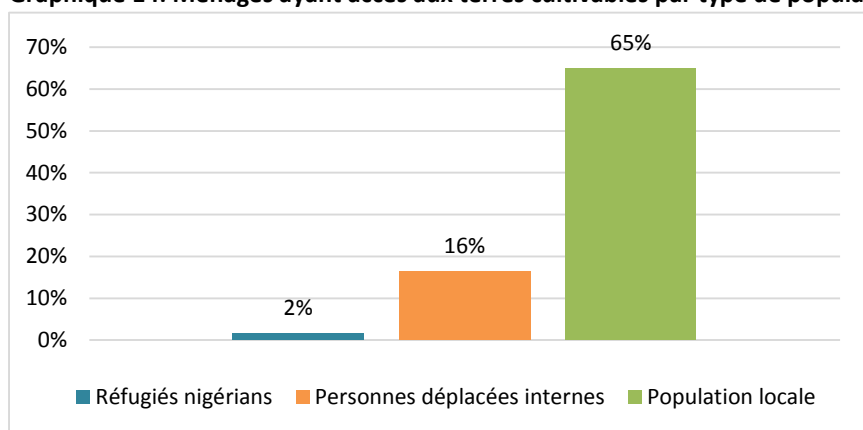
mois (69 %) ou dépasse les douze mois (24 %) ; 13 % des ménages déclarent être arrivés au cours des trois derniers mois.

4.3 FAIBLE ACCES A LA TERRE

Les réfugiés et les ménages de la population locale dirigés par des femmes n'ont pas accès à des terres cultivables et sont plus susceptibles d'être en insécurité alimentaire sévère. En effet la majorité des ménages en insécurité alimentaire sévère (80 %) n'ont pas d'accès à des terres cultivables, similairement que les ménages en insécurité alimentaire modérée (79 %), et dans une moindre mesure ceux en sécurité alimentaire limite (73 %) et en sécurité alimentaire (52 %).

La majorité des réfugiés nigériens et des PDI (respectivement 98 % et 84 %) n'avaient pas accès à la terre pour pratiquer l'agriculture l'année précédente l'enquête, contre 35 % de la population locale, ce qui rend ces populations encore plus vulnérables à l'insécurité à alimentaire par rapport aux locaux.

Graphique 14: Ménages ayant accès aux terres cultivables par type de population



Les terres cultivables sont principalement propriété des ménages (44 % dans la population locale contre 4 % chez les PDI). Elles peuvent aussi appartenir à leurs familles (12 % dans la population locale contre 5 % chez les PDI) ou être louées (6 % dans la population locale contre 4 % chez les PDI et 1 % chez les réfugiés). Rarement, les ménages ont recours au métayage et à l'emprunt de terre pour accéder aux lopins

cultivables. Dans peu de ménages, les femmes sont propriétaires de leur parcelle de terre (44 % dans la population locale et 13 % chez les PDI).

La qualité rocheuse des sols le long du massif montagneux et l'urbanisation limitent aussi l'accès des populations aux terres, obligeant certains d'entre eux à aller loin des centres urbains pour pratiquer l'agriculture.

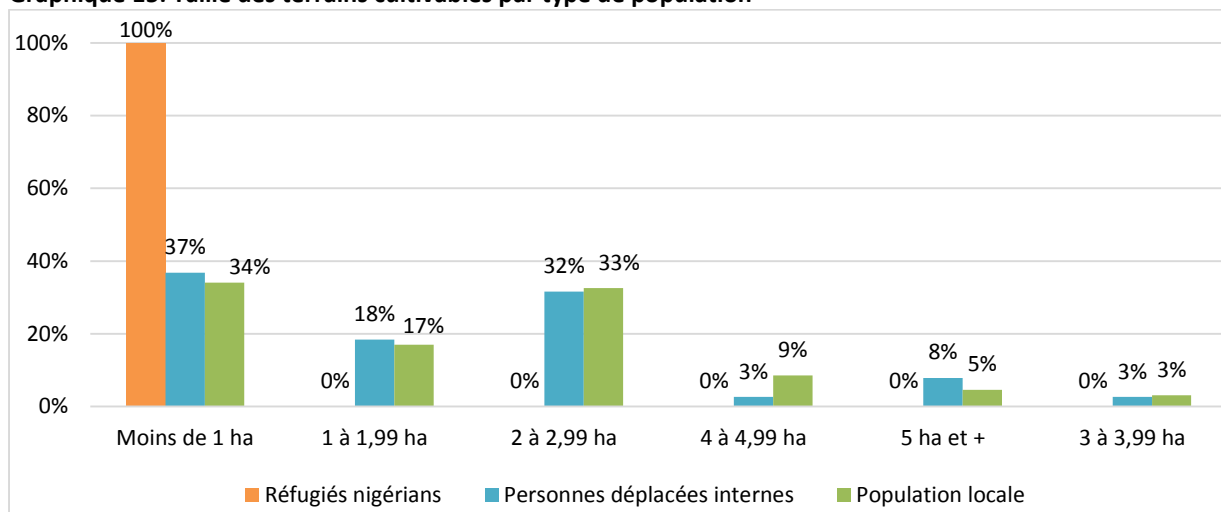
Les perspectives dans les mois à venir seront également difficiles puisque la menace de Boko Haram dissuade la majorité de ces populations à rentrer dans leur villages d'origine (53 % de PDI et 60 % de réfugiés nigériens n'envisageaient pas de rentrer au moment de l'enquête).

4.3.1 Superficies agricoles limitées

Les terrains destinés à l'agriculture sont de taille inférieure à trois hectares pour 85 % des ménages, parmi lesquels 36 % disposent de moins d'un hectare. En dépit de la situation de la sécurité alimentaire, les ménages ont eu accès en majorité à moins de trois ha de terres cultivables. Aucun ménage en insécurité alimentaire sévère ne possède une parcelle d'au moins trois hectares.

Les disparités entre type de population sont évidentes : le peu des réfugiés nigériens qui ont accès à la terre disposent de parcelles inférieures à un hectare. Chez les PDI et dans la population locale la superficie de terres arables ne dépasse pas les trois hectares pour une frange non négligeable de la population.

Graphique 15: Taille des terrains cultivables par type de population



En 2015 la taille des parcelles agricoles est inférieure par rapport à l'année précédente pour 60 % de la population locale et 20 % des PDI, du fait des problèmes de sécurité. En effet, les PDI ont peur de rentrer dans leurs villages d'origine pour pratiquer l'agriculture et n'ont pas accès à la terre dans le village d'accueil où les terres, déjà insuffisantes pour la population locale, sont mises en location. En particulier à Waza, l'armée a demandé aux populations d'arrêter la pratique de l'agriculture pour une période indéterminée. Incertains du moment de la levée de cette mesure, les ménages agricoles envisagent de vendre leurs terres pour se reconverter à d'autres activités génératrices de revenu.

4.4 DIFFICULTES DU MONDE RURAL

Selon la population enquêtée les difficultés principales du secteur agricole sont :

- le manque d'intrants (88 % dans la population locale; 9 % chez les PDI et 3 % chez les réfugiés),
- le manque de la main d'œuvre (87 % dans la population locale contre 14 % chez les PDI) et
- l'insuffisance de pluies (71 % dans la population locale ; 29 % chez les PDI).

Pendant la campagne agricole précédente (2014/2015), les ménages ayant accès à la terre s'étaient largement livrés à la pratique de l'agriculture. Dans la population locale et les PDI, ils représentent environ neuf ménages sur dix (respectivement 92 % et 87 %) contre un tiers des réfugiés nigériens.

4.5 FAIBLE STOCK DE CEREALES¹⁸

Les ménages en insécurité alimentaire sévère disposent en majorité (54 %) d'un stock très faible (1-3 mois), aucun d'entre eux ne possède un stock qui peut satisfaire les besoins annuels. Les ménages en insécurité alimentaire modérée ont également un stock nul (31 %) ou très faible (36 %) et très peu d'entre eux (6 %) disposent d'un stock annuel.

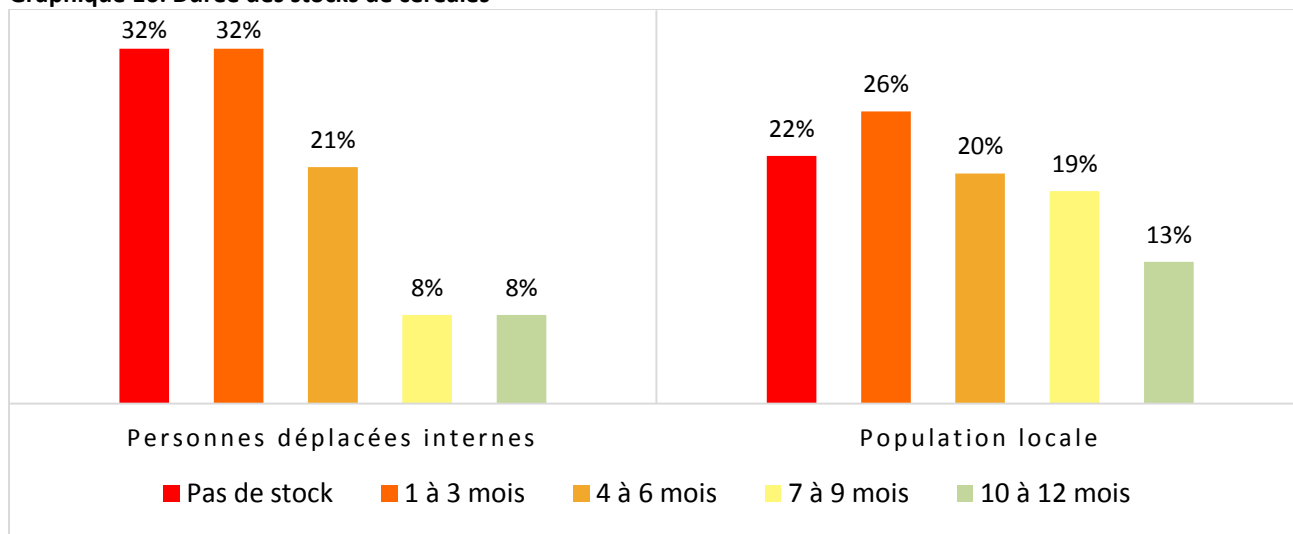
Au moment de l'enquête, seulement 13 % des ménages de la population locale disposaient encore de stocks de céréales des dernières récoltes contre 8 % parmi les PDI¹⁹, ce qui pousse ces ménages à recourir à d'autres sources d'aliments pour couvrir les besoins alimentaires.

¹⁸ Il s'agit de Mil, Maïs, Sorgho, Fonio et Riz.

¹⁹ Les récoltes du premier cycle dans la région de l'Extrême-Nord débutent au mois d'octobre.

Les faibles stocks seraient à attribuer à la baisse de la production agricole de la dernière campagne, aux abandons des champs et à l'insuffisance des pluies²⁰. A Tokombere/Serawa les populations (locales et déplacées), relient les mauvaises récoltes également aux incendies aux champs provoqués par Boko Haram.

Graphique 16: Durée des stocks de céréales



En effet, environ 25 % de ces ménages n'ont pas récolté de céréales (32 % chez les PDI ; 22 % dans la population locale et 67 % chez les réfugiés), ce qui fait que les stocks au moment de l'enquête étaient faibles. Ces résultats sont en ligne avec ceux de la CFSAM 2015.

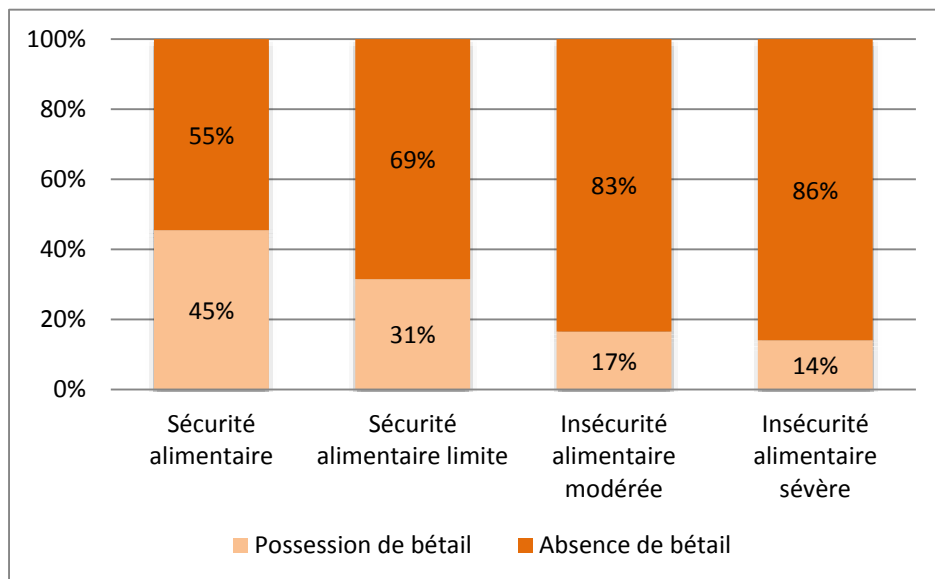
4.6 BAISSÉ DU CHEPTEL

Trois ménages sur dix de la population enquêtée possédaient des animaux au moment de l'enquête, mais ce taux cache des différences importantes parmi les types de ménages : seulement 14 % des PDI et réfugiés nigériens possèdent des animaux, contre 55 % de la population locale.

Les disparités existent également entre les groupes de sécurité alimentaire : il est avéré que plus les ménages sont en insécurité alimentaire moins ils disposent de bétail.

²⁰ A titre d'illustration, sur un quart de terrain qui produit d'habitude huit à dix sacs de sorgho, à peine deux à trois sacs étaient récoltés lors de la dernière campagne.

Graphique 17: Possession de bétail par groupe de sécurité alimentaire



Il s'agit surtout de moutons/chèvres (48 % dans la population locale contre 12 % chez les PDI et 9 % chez les réfugiés), de la volaille (34 % dans la population locale contre 7 % chez les PDI et 8 % chez les réfugiés) et de bovins (10 % dans la population locale contre 3 % chez les PDI et 1 % chez les réfugiés). Ces populations pratiquent habituellement un élevage de prestige et ont tendance à sous-estimer la taille de leur cheptel.

Plus de trois quarts des ménages qui possèdent des animaux ou de la volaille ont déclaré une baisse du cheptel par rapport à l'année précédente : les PDI (97 %) plus fréquemment que les réfugiés nigériens (78 %) et la population locale (74 %). La baisse résulte principalement de l'insécurité et des vols qui touchent de manière importante tous les groupes de population mais surtout les PDI (69 %) qui relèvent par ailleurs le manque de moyens financiers (22 %). En effet, les points d'eau et les pâturages se sont avérés insuffisants face à l'arrivée du bétail des PDI, obligeant certains ménages à les brader pour limiter les vols ou les décès suite à l'affaiblissement ou aux maladies. En outre, les PDI vendent leur bétail pour subvenir à tous les besoins. Il en est de même pour les réfugiés nigériens qui évoquent aussi bien ces problèmes d'abreuvement et d'alimentation du bétail (14 %) ainsi que le manque des moyens financiers (38 %). La population locale a également attribué la baisse du cheptel aux problèmes zoo-sanitaires (32 %) et au coût des intrants vétérinaires (13 %).

4.7 AUGMENTATION DES PRIX DES VIVRES

La situation sécuritaire se répercute sur les chaînes d'approvisionnement et pousse 50 % des commerçants dans la zone de l'Extrême-Nord touchée par la crise de Boko Haram, à recourir à des stratégies inhabituelles telles que le déstockage et le changement des fournisseurs. Alors que la majorité des marchés nigériens du Nord-Est ne sont plus fonctionnels, les denrées proviennent de l'intérieur du pays transitant par Garoua et Ngaoundéré. Ceci se répercute sur les prix des aliments qui ont augmenté le long de la chaîne de valeur. Le prix au consommateur, toutes commodités comprises (sauf oignons), a augmenté de 17 % par rapport au trimestre précédent.

Cependant, malgré l'insécurité le nombre de clients a augmenté selon la majorité des commerçants (70 %) depuis février 2014 et les pratiques de vente n'ont pas fondamentalement changé. Les ventes se font au comptant pour plus de 70 % alors que le reste se fait à crédit.

En cas de demande croissante 40 % des commerçants affirment pouvoir réagir rapidement, ce qui prouve la facilité d'approvisionnement en vivres venant de l'intérieur du pays. La saison des pluies cependant risque d'entraver cette voie d'accès, notamment pour le marché de Maroua qui semble le plus difficile d'accès d'après les témoignages.

Les commerçants démontrent donc globalement la capacité de savoir s'adapter à la nouvelle situation sécuritaire et sociale créée par Boko Haram, en changeant de stratégies, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement et la gestion des stocks. Malgré l'augmentation des prix engendrée par cette situation le

long de la chaîne et en définitive sur les consommateurs, la demande ne baisse pas pour autant. Cependant les commerçants connaissent quelques difficultés pour augmenter leur chiffre d'affaire, comme le manque de capital (pour 61 % des interviewés).

A cause de l'augmentation des prix des vivres l'accès des ménages au marché est plus limité. La population locale et les PDI semblent être les plus affectées par la cherté de la vie par rapport aux réfugiés, avec respectivement 38 %, 42 % et 29 %. Ces deux groupes de population dépendent en effet plus du marché pour satisfaire leurs besoins alimentaires par rapport aux réfugiés qui sont dans les camps et reçoivent régulièrement des rations alimentaires.

4.8 MANQUE OU PERTE D'EMPLOI

Dans un contexte d'insécurité et de déplacement, pour sauver leurs vies les nigériens et ceux qui se sont déplacé ont laissé derrière eux leurs emplois, les sources de revenus et leurs moyens d'existence. Ceci explique la plus importante proportion de réfugiés et déplacés ayant rapporté la perte d'emploi comme choc par rapport à la population locale (respectivement 21 % et 24 % contre 14 %).

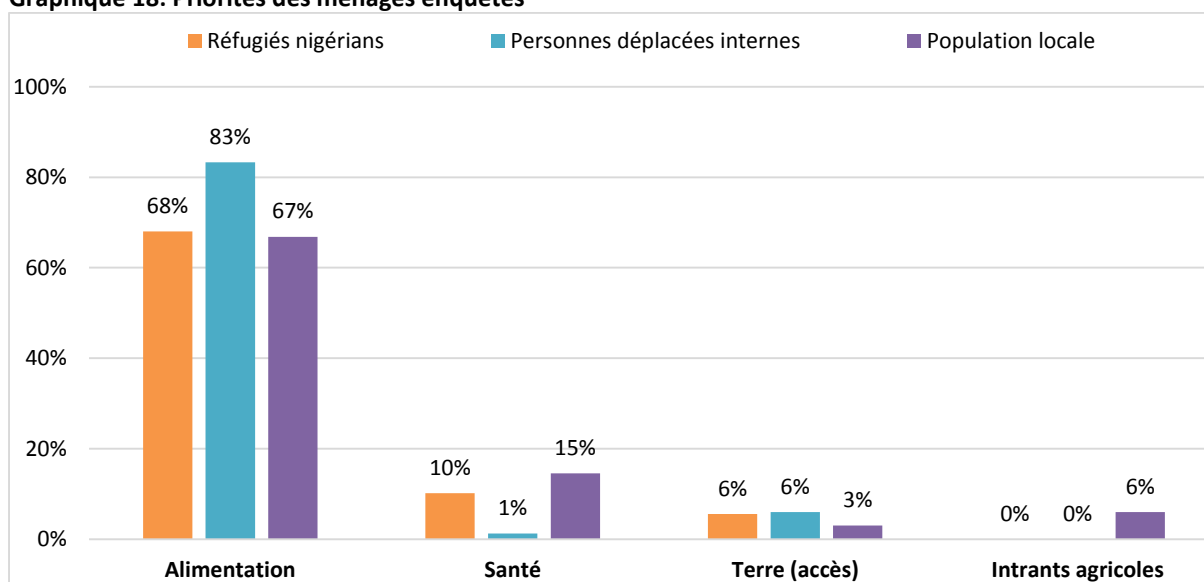
5. PRIORITE DES MENAGES

D'après les personnes enquêtées la première priorité pour tout type de population enquêtée est de loin la nourriture. Cela montre une très grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de la population enquêtée.

En particulier les PDI, qui, au moment de l'enquête ne recevaient pas d'assistance alimentaire régulière comme les réfugiés, et qui n'ont pas de biens comme la population locale, sont les ménages avec une forte demande en nourriture (83 %).

L'accès aux soins et aux terres cultivables restent respectivement en deuxième et troisième position.

Graphique 18: Priorités des ménages enquêtés



6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

En 2015 l'insécurité alimentaire dans les départements du Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Danay de la région de l'Extrême Nord est de 38 %, ce qui se traduit en environ **749 000 personnes en insécurité alimentaire, dont 197 000 en insécurité alimentaire sévère.**

Les principaux facteurs qui ont déterminé la prévalence importante d'insécurité alimentaire dans l'Extrême-Nord sont les attaques de Boko Haram, le faible accès à la terre, les difficultés du monde rural, le faible stock de céréales, la baisse du cheptel, l'augmentation des prix des vivres et le manque et/ou perte de travail. Un cercle vicieux de pauvreté chronique, événements climatiques défavorables, croissance démographique sans contrôle, aggravé par l'insécurité causée par Boko Haram, rend la population locale très vulnérable à l'insécurité alimentaire.

En milieu rural, la proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée qu'en milieu urbain, avec 41 % et 23 % des ménages affectés respectivement, à cause de l'insuffisance des pluies lors de la campagne agricole de 2015, du plus haut taux de pauvreté qui caractérise le milieu rural par rapport à celui urbain et de l'importante diminution de l'accès aux terres cultivables par les ménages agricoles, avec une conséquente diminution des productions, stocks alimentaires et revenus.

Les ménages des réfugiés nigériens et des PDI, qui ont dû laisser derrière eux leurs moyens d'existence, sources de revenu, terrains, maisons et familles pour s'abriter dans des camps des réfugiés ou dans des conditions très précaires, sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire : en proportion 47 % des réfugiés et 44 % des PDI sont en insécurité alimentaire.

Les perspectives dans les mois à venir seront également difficiles puisque la menace de Boko Haram dissuade la majorité de ces populations à rentrer dans leur villages d'origine (53 % de PDI et 60 % de réfugiés nigériens n'envisageaient pas de rentrer au moment de l'enquête) et la concurrence pour les ressources existantes ne fera qu'augmenter.

Recommandations

L'équipe du PNSA et du PAM, en considérant les résultats de cette enquête, recommande à **court et moyen terme** de :

1. Poursuivre l'assistance alimentaire systématique aux réfugiés du site de Minawao en suivant le rythme des arrivées et en continuant d'intégrer dans le panier des produits enrichis afin de prévenir toute dégradation de l'état nutritionnel des personnes vulnérables (enfants et femmes) ;
2. Apporter une assistance alimentaire à la frange de la population hôte en insécurité alimentaire sévère - particulièrement pendant la période de soudure et en privilégiant les communautés présentant des signes de vulnérabilité ;
3. Orienter le ciblage des bénéficiaires dans les zones rurales où la population est plus vulnérable ;
4. Prioriser la mise en place d'actions de relèvement précoce pour renforcer et pérenniser la résilience des populations dans les zones cibles (trois départements de l'Extrême-Nord).
5. Pour les ménages qui dépendent de l'agriculture il est recommandé d'assurer la promotion et la mise en place des semences adaptées à l'environnement local, au plus tard au mois de mai.

Au long terme il est également recommandé de :

Mettre en place un système multisectoriel de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, sous l'autorité du Gouvernement du Cameroun avec l'appui technique des partenaires humanitaires et du développement.

BIBLIOGRAPHIE

Institut National de la Statistique, *Présentation des Premiers Résultats de la Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4) de 2014*, 2014.

PAM, *The Market Monitor N° 27*, avril 2015.

PAM/PNSA, *Analyse des marchés dans la Région de l'Est et de l'Adamaoua*, Cameroun, avril 2015.

PAM/PNSA et al., *CFSAM 2014 (phase 2)*, février 2015.

PAM/PNSA et al., *CFSAM 2015*, 2015.

PAM/PNSA, *Evaluation rapide de la Sécurité Alimentaire*, octobre 2014.

PAM/PNSA et al., *Situation de la Sécurité Alimentaire et de Marchés au Cameroun*, septembre 2011.

République du Cameroun, *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi 2010-2020*, 2009.

UNICEF, *Enquête SMART*, 2014.

